

EDITORIAL

HIBERNATION EUROPÉENNE

Solidaires dans la folie

Raymond Klein

Débat budgétaire à la Chambre, sommet européen à Bruxelles ... les politiques d'austérité semblent plaire à la politique comme aux marchés, mais ne résoudront rien.

Casser le thermomètre pour faire baisser la fièvre ? C'est ce que la plupart des politiciens européens demandent, quand ils exigent une mise au pas des agences de notation. Certes, celles-ci sont loin d'être irréprochables, mais qu'on les rende responsables de tous les maux en dit long sur l'état d'esprit des médecins réunis en sommet européen pour guérir l'euro.

Les voix discordantes ont au moins le mérite de nous éclairer : Wolfgang Schäuble, ministre des finances allemand, voit dans la menace de « downgrade » de la part de Standard & Poor's un aiguillon pour les politiciens à trouver une solution. Il est vrai que les agences, au service des marchés, ne peuvent pas ignorer la défiance de ceux-ci devant les tergiversations européennes, et favorisent naturellement des solutions conformes à l'orthodoxie libérale.

Lors de la présentation du budget 2012, comme son homologue allemand, Luc Frieden s'est montré compréhensif envers les agences et a défendu la nécessité d'arriver à un équilibre budgétaire dès 2014. Il a justifié le budget relativement optimiste en renvoyant aux incertitudes - en fait, il se devait d'adhérer au compromis passé avec ses partenaires de gouvernement socialistes. En contrepartie, Frieden a essayé de préparer les députés et l'opinion publique à un grand tournant vers l'austérité pour les budgets suivants.

A la Chambre, on dirait qu'il prêche des convertis. Une tribune libre du cadre vert Christian Kmiotek dénonce ainsi le budget 2012, « dépensier » et ayant déclenché la mise en garde de Standard & Poor's contre le Luxembourg. La conclusion tirée par le DP est plus explicite : « ... nous avons besoin dans la zone euro, donc aussi au Luxembourg, de réformes structurelles courageuses ». Ce que le parti du « back to basics » ne veut pas voir, c'est que la réforme de l'éducation - sur le point d'échouer - est la seule qui contribuerait à la



PHOTO: XCING

prospérité du Luxembourg. Pour le reste, le débat ne porte que sur un démantèlement social présenté comme une amélioration de la compétitivité.

Les projets de ce type se heurtent pour le moment au front syndical habilement mis en place au fil des ans par Jean-Claude Reding : son propre syndicat fait pression sur le LSAP, tandis que son plus important allié, la CGFP, bloque le CSV. Pour négocier le tournant de l'austérité souhaité par Frieden, il faudrait parvenir à casser ce front, par exemple en isolant l'OGBL grâce à des concessions faites à la CGFP. Les conséquences à moyen terme seraient l'écroulement du modèle luxembourgeois et la résurgence des confrontations sociales.

Ainsi, le Luxembourg s'alignerait sur ce qui se passera probablement chez ses voisins. En effet, l'accord européen prévisible sur des politiques financières « à l'allemande » n'aura que l'apparence d'une solution à la crise européenne. Dans un premier temps, les mesures d'austérité infligées à l'échelle continentale afin de « rassurer les marchés » augmenteront encore la défiance des populations envers les institutions démocratiques nationales et européennes. Cette défiance se transformera ensuite en colère, voire en rébellion, quand il deviendra clair que l'austérité aura tué la croissance, conduisant à un manque de recettes fiscales et à des budgets impossibles à équilibrer par les moyens prévus. Quel gâchis !

NEWS

NEWS

Arcelor-Mittal: Dialogue assourdissant **p. 3**Piratenparei: Nicht partytauglich **S. 4**Nachruf : Abschied von Christa W. **S. 5**

REGARDS

Klimagipfel: Schneckenrennen-Beobachterin **S. 6**Europas Extreme Rechte: Auf dem Vormarsch **S. 11**Transmusicales: Entre bises et business **S. 12.**Belgien: Verurteilt zum Erfolg **S. 14**

(Coverbild: Gilles Ramponi)